Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > Poste & communication (France) > **La Poste : la Ministre du Travail Pénicaud autorise le licenciement de (...)**

Communiqué

La Poste : la Ministre du Travail Pénicaud autorise le licenciement de notre camarade Gaël Quirante

dimanche 25 mars 2018, par [NPA](#) (Date de rédaction antérieure : 25 mars 2018).

Permis de licencier : un message clair envoyé par le gouvernement !

Par un courrier recommandé en date du 20 mars, la Ministre du Travail autorise La Poste à licencier Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD Poste 92 et membre de la direction du NPA.

Rien, dans le dossier qui s'est retrouvé sur le bureau de Pénicaud, ne justifie une telle prise de position. L'Inspection du Travail avait de nouveau refusé le licenciement (après un premier refus en 2010), et clairement établi que Gaël était visé en raison de son engagement syndical. Même conclusion dans le rapport de contre-enquête, rédigé dans le cadre du recours de La Poste vis-à-vis de la Ministre.

Pénicaud a pris une décision politique : se faire le complice actif de la répression anti-syndicale à La Poste (ce que même Xavier Bertrand, alors Ministre du Travail, avait refusé en 2011).

Rien d'étonnant. Le gouvernement envoie un message non seulement à touTEs les militantEs qui mettent toute leur énergie à construire les résistances collectives, mais à toutes celles et tous ceux qui refusent de courber l'échine. C'est le même raisonnement qui le conduit, en s'attaquant aux cheminotEs, à vouloir faire la peau à un des secteurs les plus combatifs de la classe ouvrière.

Or le bras de fer voulu par Macron ne s'est pas aussi bien engagé qu'il l'aurait souhaité. L'offensive idéologique et médiatique visant à isoler des cheminotEs « accrochéEs à leurs privilèges » du reste du monde du travail n'a pour l'instant pas le succès escompté. Confronté à la réussite de la mobilisation du 22 mars, avec partout en France des cortèges massifs de la fonction publique, et aussi la présence de salariéEs du privé, le pouvoir montre encore plus les dents. Ce d'autant plus que certains secteurs (SNCF, finances publiques, La Poste...) tentent de bousculer les calendriers des appareils syndicaux, avec le 3 avril qui commence, de fait, à émerger comme date de convergence.

Le combat contre la régression sociale et la défense des militantEs qui contribuent à l'organiser sont en réalité indissociables.

L'enjeu immédiat est de mettre une pression maximum sur la direction de La Poste. SUD Poste 92 appelle à un rassemblement devant la direction de La Poste du 92 (3 BD du Levant à Nanterre), à qui revient la décision de licencier ou non Gaël, demain à 10h00. Le même jour à 19h00, un rassemblement unitaire est organisé devant le ministère du Travail (127 rue de Grenelle, métro Varenne). Le NPA sera bien évidemment présent, et appelle à s'y rendre le plus nombreuxSES

possible. Sur ce front aussi notre réponse doit être à la hauteur des attaques.

NPA, Montreuil, le 25 mars